Fiche d'information
19 mars 2026

NON au chaos dans le système de santé !

Pour fonctionner, le système de santé suisse a besoin de personnel qualifié européen. Il est essentiel de pouvoir continuer à en recruter, sans bureaucratie inutile et délais à rallonge, faute de quoi les hôpitaux, les établissements médico-sociaux et les services de soins à domicile ne pourraient plus remplir leur mission. Il en résulterait une réduction des prestations de santé et des lacunes dans la prise en charge, avec des délais d'attente plus longs pour les patientes et les patients.

C'est un fait : de très nombreux cantons dépendent fortement de la libre circulation des personnes dans tous les domaines liés aux soins (urgences, soins stationnaires et ambulatoires, thérapies et diagnostic). Sa suppression signifierait une baisse drastique du nombre de personnes pouvant travailler en Suisse et un retour aux contingents. Concrètement, hôpitaux et autres établissements prestataires de soins devraient alors démontrer, dans des procédures administratives lourdes, qu'ils ne trouvent pas de personnel en Suisse, ralentissant ainsi les rares recrutements possibles.

La pénurie de personnel médical surchargerait les équipes déjà en place, affaiblirait l'attractivité des professions de santé et accentuerait la concurrence entre les établissements pour recruter. Les hôpitaux régionaux ou locaux passeraient certainement au deuxième plan face aux grands établissements des zones urbaines. De plus, les procédures administratives complexes et les difficultés de recrutement augmenteraient les coûts. Par effet domino, une importante hausse des coûts du système de santé – et donc des primes – serait inévitable.

Baisse de la qualité des soins

Des études scientifiques ont établi que des obstacles politiques au recrutement de personnel qualifié entraînaient des conséquences directes sur les patients. Une étude de *l'IZA Institute of Labour Economics* a démontré qu'à la suite du Brexit, les hôpitaux britanniques qui dépendaient fortement du personnel de l'UE ont enregistré une hausse significative de la mortalité à la suite du départ de nombreux infirmiers qualifiés européens. En Angleterre, cela s'est traduit par environ 1 485 décès supplémentaires par an. Les hôpitaux ont certes tenté de remplacer ce personnel, mais ont dû recourir à des travailleurs moins qualifiés. Cette baisse de qualité a particulièrement affecté les patients en situation d'urgence.

Les régions frontalières mises sous pression

Le risque est particulièrement élevé dans les régions frontalières suisses, où la dépendance à la main-d'œuvre étrangère est très forte. Dans tous les cantons, le système de santé a besoin de personnel étranger. Nombreux sont ceux leur présence est même essentielle pour assurer le fonctionnement du système, comme Schaffhouse et la Thurgovie (env. 23%), Le Tessin (28%), le Valais (25%), Genève (51%) ou Vaud (36%). L'initiative du chaos provoquerait une pénurie dans ce secteur, conduisant à des conséquences négatives sur la disponibilité et la



qualité des soins, ainsi que sur les délais de prise en charge. Cela Impacterait en particulier les hôpitaux et les EMS. Beaucoup de ces employés sont des frontaliers et toute perturbation dans ce domaine aggraverait encore la situation.

Approvisionnement en médicaments menacé

En vertu de la clause guillotine, la résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes entraînerait la disparition automatique des sept accords des Bilatérales I, dont celui sur les obstacles techniques au commerce (ARM).

Les processus de certification des dispositifs médicaux suisses comme des produits importés seraient alourdis, entraînant des délais et des coûts supplémentaires et renchérissant des biens médicaux essentiels. Étant donné la forte dépendance de la Suisse aux importations de médicaments et de leurs matières premières, des pénuries seraient également à craindre.

L'initiative du chaos mettrait également fin à la participation de la Suisse aux programmes-cadres de recherche et d'innovation de l'UE. La place scientifique suisse n'aurait alors plus qu'un accès fortement restreint aux programmes européens, notamment aux dépens de la médecine universitaire et de la recherche médicale suisse dans son ensemble.

Quelques chiffres

- Plus de 70 % des médecins nouvellement recrutés dans toute la Suisse sont originaires de l'étranger.
- Près de 40 % du personnel de l'hôpital universitaire de Bâle est originaire de l'UE.
- Plus de 50% des employés de la santé à Genève ont un diplôme étranger. Ce taux est proche de 50% dans le Jura et à Neuchâtel, de 36% dans le canton de Vaud, de 25% en Valais et de 19% à Fribourg
- Plus de 50 % du personnel soignant des hôpitaux de la région lémanique sont titulaires d'un diplôme étranger.
- 1 485 décès supplémentaires par an ont été enregistrés en Angleterre en raison de la pénurie de personnel soignant qualifié originaire de l'UE après le Brexit.
- Une augmentation de 11,6 % de la mortalité dans les urgences dans le sud de l'Allemagne résulte d'une baisse significative du personnel spécialisé, dont une partie est venue travailler en Suisse.

Sources

- Economiesuisse : Un plafond démographique rigide : la proposition absurde de l'initiative du chaos (Dossier politique sur l'initiative du chaos)



- Economiesuisse / Union patronale suisse : l'initiative de résiliation II ne résout aucun problème, mais en crée toute une série (publication en ligne)
- ifo Institut – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München e.V., Wie Personalmangel in Krankenhäusern Leben kostet (ifo Schnelldienst, 2025, 78, Nr. 11 04-07)
- IZA Institute of Labour Economics: Immigration, Workforce Composition, and Organizational Performance: The Effect of Brexit on NHS Hospital Quality (IZA DP No. 17797)
- Regierungsrat Kanton Basel-Stadt: Schriftliche Anfrage zur Abhängigkeit der Spitäler von Fachkräften aus dem EU-Raum (Beschluss vom 10.02.2026)
- Regierungsrat Kanton Solothurn: Interpellation zur Abhängigkeit des Gesundheitswesens von EU-Personal (Beschluss Nr. 2026/82)
- SECO: Dix-septième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE (Répercussions de la libre circulation des personnes sur le marché du travail et les prestations sociales)
- OBSAN : Personnel de soins et d'accompagnement avec un diplôme étranger

Mentions légales :

Alliance « NON à l'initiative chaotique »
c/o PLR. Les Libéraux-Radicaux Suisse
Neuengasse 20
3011 Berne

https://www.non-chaos.ch/
info@non-chaos.ch